

*La nouvelle Bastille à renverser,  
c'est le capitalisme !*



## **FIGURES DE L'OPPORTUNISME CONTEMPORAIN**

*Pour une critique communiste  
du programme du Front de Gauche*

*avril 2012*



**Union des Révolutionnaires-Communistes de France**  
**Construction du Parti**

Éditions : *Intervention Communiste*

# **SOMMAIRE**

## **Analyse de la crise politique du capitalisme (pages 1 à 4)**

- Les formes politiques (p.1)
- L'opportunisme contemporain (p.3)
- L'altercapitalisme en France (p.4)

## **Analyse critique du programme du Front de Gauche (pages 5 à 16)**

- 1/ Analyse de l'État et du pouvoir (p.5)
- 2/ Les propositions démocratiques (p.6)
- 3/ Le programme économique du FdG (p.7)
- 4/ La question de l'Europe (p.9)
- 5/ Figures de l'opportunisme contemporain (p.12)
- 6/ La politique internationale (p.14)
- 7/ Conclusion (p.15)

## **De l'indépendance des communistes à l'égard des partis réformistes (pages 17 à 22)**

- Front de Gauche vs pratique révolutionnaire (p.17)
- La question de la Constituante (p.18)
- La propriété des moyens de production (p.19)
- Le mot d'ordre de nationalisations sans indemnités (p.20)
- Pas de stratégie anticapitaliste sans bataille contre l'opportunisme (p.21)

**À consulter également : le site de l'URCF, sur [www.URCF.net](http://www.URCF.net)**

**Pour nous écrire : Les Amis d'Oulianov - B.P. 40084 - 75 862 Paris Cedex 18**

« Le complément naturel des tendances économiques et politiques du révisionnisme a été son attitude à l'égard du but final du mouvement socialiste. Le maître mot de Bernstein (Ndlr : fondateur du révisionnisme dans le SPD allemand), "Le but final n'est rien, le mouvement est tout", traduit mieux la nature du révisionnisme que de longues dissertations. Définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la versatilité de menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure : telle est la politique révisionniste ».

Lénine, in « *Marxisme et révisionnisme* »

Le capitalisme connaît une crise d'une acuité et d'une longueur sans précédent. Moins brutale et moins soudaine qu'en 1929, cette crise touche l'ensemble du mode de production capitaliste, soulignant de plus en plus son caractère parasitaire et pourrissant. Le capitalisme a fait son temps et retarde le développement des forces productives et la marche en avant de l'humanité pour résoudre les problèmes globaux dans l'intérêt de la majorité de la population.

Cette crise peut être qualifiée de générale, car elle touche tous les domaines : la culture, le mode de vie, le politique et l'économique.

**Concernant la dimension politique de la crise**, nous n'en sommes qu'au début en France, puisque le seul courant historico-politique qui peut structurer, organiser, regrouper le prolétariat pour renverser le capitalisme (le courant communiste dans sa division actuelle), connaît des difficultés sérieuses à rompre avec l'opportunisme. La contre-révolution bourgeoise en URSS, la transformation de beaucoup de Partis Communistes forgés dans le Komintern en formations sociales-démocrates, vouées à accompagner « socialement » les mutations de l'impérialisme, ont pour source la victoire de l'opportunisme dans le mouvement communiste.

Revenons aux **formes politiques prises par la crise en France**.

Depuis l'avènement de la V<sup>ème</sup> République, le pouvoir du Capital (ce que Marx appelle à juste titre dictature du Capital, car pouvoir d'État sans partage dans tous les domaines), est exercé sous la forme du bipolarisme, entre le courant libéral-conservateur (l'UMP) et la social-démocratie. Ces formations, avec leurs alliés et même satellites (la pression existante pour avoir des députés et un groupe parlementaire), vont gouverner en alternance au service des intérêts de classe du Capital.

Le camp réactionnaire ou le camp social-démocrate n'ont pas le même électorat ni la même fonction.

La social-démocratie historique (celle issue de la trahison de 1914) par le biais de l'accession au pouvoir, de l'intégration de ses dirigeants à l'appareil d'État bourgeois, du pillage impérialiste des colonies et néo-colonies, de la formation de ses cadres dans les Grandes écoles vouées à la reproduction et à l'élargissement de la classe capitaliste, s'est transformée en Parti du Capital ayant pour base - encore - certains secteurs ouvriers et les couches moyennes, mais dont la direction est aux mains de la bourgeoisie.

Si la droite victorieuse (à l'exception du démagogue Sarkozy en 2007) ne suscite aucune attente dans le peuple travailleur, la gauche en 1981, 1988, 1997 a suscité des espoirs d'une vie meilleure. Espoirs bien vite déçus.

À cet égard, **l'expérience de « gauche plurielle »** - PS/PCF/Écologistes - sous la direction de Lionel Jospin, s'est avérée catastrophique car on a assisté à une trahison ouverte des intérêts populaires : record des privatisations pour 210 milliards de Francs, (mieux que Balladur et Juppé !), engagement dans les guerres impérialistes de l'OTAN en Yougoslavie et Afghanistan, soutien au processus européen de Lisbonne qui définit et rend obligatoire la politique néolibérale du capitalisme dans toute l'UE, avec entre autres, l'allongement de la durée de carrière à 65-67 ans, la généralisation de la flexibilité.

Avec un tel bilan, Jospin fut éliminé au premier tour de la présidentielle de 2002. Le Pen père perturba alors le traditionnel bipolarisme. Chirac fit alors un choix tactique double : créer un large consensus autour de sa personne et de l'UMP à la Présidentielle de 2002 et relancer plus tard le PS et le bipolarisme autour d'un **référendum sur le Traité constitutionnel européen** (2005). Opération sans risques apparents, puisque les instituts de sondage et les renseignements généraux donnaient le OUI victorieux très largement.

De plus, les formations parlementaires favorables au OUI (UMP-UDF-PS) représentaient plus de 90 % des élus à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Les grands médias et les clergés de toute confession ne furent pas de reste aux côtés du OUI.

La formidable mobilisation populaire va avoir raison de tous ces calculs politiques et le NON va l'emporter, ouvrant une crise politique aiguë, puisque pays représenté et pays réel étaient loin de coïncider ! Victoire importante mais passagère, car l'UE, au caractère antidémocratique éprouvé, annule de fait tous les scrutins défavorables. Le nouveau Traité de Lisbonne, jumeau du TCE, sera adopté, à travers un véritable putsch institutionnel, par l'UMP et le PS sous la présidence de Sarkozy, sans grande riposte populaire.

L'ambiguïté régnait dans le camp du NON, puisque celui-ci structurait trois courants : le chauvinisme xénophobe avec le FN, les tenants d'une « *autre Europe* » dans le cadre de l'UE (PCF, certains sociaux-démocrates, les écolos), les partisans du retrait de l'UE (les marxistes-léninistes) et les anti-impérialistes. La social-démocratie a alors joué la tactique des « deux fers au feu », puisque Fabius, Mélenchon et Montebourg seront dans le camp du NON. L'objectif était de ne pas casser le fil continu entre la « gauche de la gauche » et le PS, et de récupérer la mise plus tard pour rabattre sur le PS.

**En 2007, Sarkozy l'emporta à la Présidentielle avec une démarche de type néo-bonapartiste.** Cela s'est traduit par une relance de « L'Union nationale » autour d'un homme dit « providentiel » regroupant et « dépassant » droite et gauche, d'où les références à Jaurès, Gramsci, Guy Môquet, l'appel à certains socialistes : Besson, Kouchner, Amara, la promotion de Strauss-Kahn et Lamy au FMI et à l'organisation mondiale du commerce (OMC), c'est-à-dire deux organismes impérialistes mondiaux. Dans cette incarnation du bonapartisme, Sarkozy échouera et apparaîtra après les épisodes du « Fouquet's » et du yacht Bolloré comme l'homme des cadeaux fiscaux à l'aristocratie financière.

Dès lors, pour contrer le rejet massif de Sarkozy, au moyen des instituts de sondage, le grand Capital va relancer la vieille mystification droite/gauche, le **bipolarisme**.

**Hollande**, qui se traînait au plus bas du « classement » des personnalités, devient l'un des plus populaires, surtout après le naufrage de Strauss-Kahn que l'on présentait comme le « meilleur adversaire de Sarkozy » ; on imagine ce qui serait survenu, puisque le dirigeant du FMI avait pour le moins de gros fils à la patte... Douze mois avant la campagne, on nous répétait sur les ondes qu'Hollande seul pouvait espérer battre Sarkozy.

Toutefois les réticences et réserves restent fortes dans les couches les plus populaires vis-à-vis du PS : souvenir de la politique de Jospin et bilan actuel des exécutifs régionaux dirigés par ce Parti en alliance avec PCF et écologistes qui, dans les lignes essentielles, gèrent au service des intérêts du Capital. En effet, le bipolarisme, forme prise par la dictature du Capital, se traduit par une cogestion UMP/PS à la tête du gouvernement et des régions là aussi en alternance.

La crise politique se double partout d'une **crise du réformisme traditionnel social-démocrate**. Le capital financier se fixe, à l'échelle mondiale, l'objectif - vital pour lui - de liquider toutes les conquêtes sociales obtenues par les luttes de classes au siècle précédent.

En France, ce sont Jospin et Sarkozy qui ont appliqué cette démarche avec le plus de détermination. Dans ces conditions, la recherche du profit maximum en temps de crise systémique du capitalisme est incompatible avec la moindre concession au salariat. Les dirigeants des partis du Capital ont pour mission de prôner l'austérité partout ! Conséquence : la politique néo-libérale de l'impérialisme, au-delà du prolétariat, des petits paysans, des employés, frappe une partie non négligeable des couches moyennes. Ces couches intermédiaires entre le Capital et le travail se sont progressivement opposées à certaines conséquences du capitalisme, identifiées au seul libéralisme, opposées aux diktats de la finance avec les armes de la démocratie « pure » au-dessus des classes, avec le thème de la démocratisation des instances impérialistes internationales FMI, OMC, UE...

Examinons le slogan qui ironise sur la grève générale, baptisé : (G)rêve général(e). Traduction d'un réformisme ayant pour finalité de susciter le rêve d'une autre société plus « humaine », plus « juste ». Dans plusieurs pays dont le nôtre, cela prend la forme d'un radicalisme verbal, tout en maintenant la dépendance politique vis-à-vis de la social-démocratie traditionnelle.

Des **formations intermédiaires entre les partis réactionnaires, sociaux-démocrates et marxistes-léninistes**, sont apparues, influentes dans les couches moyennes paupérisées, aspirant à un monde meilleur mais sans contour de classe défini : le « *Linkspartei* » en Allemagne, le **Front de Gauche** en France, *Gauche Unie* en Espagne... Ces mouvements contestent certains aspects et objectifs de la social-démocratie traditionnelle, mais en dernière instance, ils apportent une caution au pouvoir du Capital, analysé comme « système de représentation démocratique », et au mode de production capitaliste, sous couvert d' « *économie sociale de marché* » ou de « *régulation d'État* », ou de « *l'Humain d'abord* ». Les coups médiatiques, les déclarations tonitruantes, remplacent l'action et la position de classe prolétarienne.

Que l'on songe à la position du Linkspartei de proposer à l'élection du Président de la RFA (par le vote du Parlement), la candidature de Beate Klarsfeld, auto-définie par le terme de « gauchosarkozyste », au passé respectable de dénonciatrice des nazis reconvertis en « démocrates », mais ralliée depuis à la réaction, à l'anticommunisme déchaîné contre la RDA, au colonialisme sioniste en Palestine occupée.

Que l'on songe également aux slogans de Jean-Luc Mélenchon et du Front de Gauche « *Guerre à la finance !* », « *Révolution citoyenne !* », mais tout cela dans le cadre du mode de production capitaliste dirigé par l'oligarchie financière !

En fait, ces mouvements centristes au sens léniniste, dans le mouvement ouvrier, servent de sas de décompression pour mieux rabattre vers la social-démocratie traditionnelle sur le modèle de la campagne de Montebourg (« *démondialisation* ») lors des primaires du PS, pour mieux se rallier, ensuite, à l'austérité de « gauche » illustrée par Hollande.

La particularité du centrisme contemporain, héritier de Kautsky, est qu'il rallie des dénommés « partis communistes » - en réalité social-démocratisés -, mais aussi des groupes ou secteurs se réclamant du marxisme-léninisme !

## **L'opportunisme contemporain**

Marx, Engels, Lénine ont salué la troisième constituante du matérialisme historique, les luttes de classe du mouvement ouvrier français et le socialisme utopique, mais ils ont aussi critiqué la tendance de ce même mouvement ouvrier français à subordonner son action à la bourgeoisie républicaine et ainsi à ne pas développer son indépendance et son identité de classe.

En 1914, ce fut le ralliement du parti ouvrier d'alors, le Parti socialiste, à l'union sacrée dans la guerre impérialiste, par le biais de la défense de la République, sans aucun contenu de classe. Ce ralliement constitua une trahison ouverte du mouvement ouvrier français et international. Cette trahison de la Seconde Internationale conduisit purement et simplement à la défense (sous couvert de références « socialistes ») du système capitaliste impérialiste et de son propre impérialisme.

Le Parti communiste français combattit fermement pour l'indépendance du mouvement ouvrier, l'internationalisme prolétarien et le socialisme durant des décennies. Toutefois, la stratégie mondiale du communisme allait subir maintes transformations avec la ligne opportuniste du 20<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1956 – PCUS) devenant « Ligne générale » de la majorité du mouvement communiste international.

Comme l'analyse le Parti communiste de Grèce (KKE) :

*« En Europe occidentale, dans les rangs de nombreux PC, sous le prétexte des spécificités nationales de chaque pays, le courant opportuniste de l' « eurocommunisme » niait les lois scientifiques de la révolution socialiste, la dictature du prolétariat et la lutte révolutionnaire en général. Il adoptait la « voie parlementaire » vers le socialisme, c'est-à-dire une stratégie sociale-démocrate réformiste. En général, dans les PC, dominait la vision que la social-démocratie se divisait en « aile droite » et en « aile gauche », ce qui a affaibli la lutte idéologique contre la social-démocratie.*

*Au nom de l'unité de la classe ouvrière, les PC ont effectué une série de concessions idéologiques et politiques, tandis que les déclarations sur l'unité provenant de la social-démocratie ne visaient pas ouvertement au renversement du système capitaliste, mais à soustraire la classe ouvrière à l'influence des idées communistes et à renforcer son aliénation en tant que classe.*

*L'attitude de nombreux PC face à la social-démocratie faisait partie de la stratégie du « gouvernement antimonopoliste », une sorte d'étape entre le capitalisme et le socialisme, qui s'est manifestée également par des gouvernements qui ont géré le capitalisme en alliance avec la social-démocratie (...)* Cette stratégie s'est imposée surtout après le 20<sup>ème</sup> Congrès du PCUS (février 1956) avec sa thèse relative aux "diverses formes de passage au socialisme sous certaines conditions". Cette thèse constituait essentiellement une révision des conclusions de l'expérience soviétique ». (in « Thèses sur le socialisme ». KKE (Parti Communiste de Grèce) - Etudes marxistes N° 88. P.61/62).

Sans entrer dans le détail de l'ensemble du caractère opportuniste et révisionniste, centrons-nous sur la **possibilité (vite devenue ligne unique) de la conquête d'une majorité parlementaire composée des Partis communistes et sociaux-démocrates**. Dans ce cadre, on a eu un aperçu des conséquences dramatiques de ce postulat, avec le vote du groupe parlementaire communiste pour les pleins pouvoirs sur la question algérienne, donnés au gouvernement « socialiste » de Guy Mollet (1956). Ce qui se traduisit (trahison sociale-démocrate oblige) par l'appel au contingent pour mater la lutte de libération du peuple algérien. Ce caractère opportuniste résidait dans l'analyse erronée de la social-démocratie, non comme parti social-impérialiste (socialiste en paroles, impérialiste dans les faits, comme disait Lénine), mais comme parti réformiste, soi-disant favorable au socialisme, dont l'alliance avec le parti communiste permettrait de surmonter l'opportunisme. La réalité historique montre que les conséquences de cette ligne conduisirent à l'inverse : le renforcement de l'hégémonie sociale-démocrate et la social-démocratisation progressive des partis communistes.

Prenons l'**exemple du PCF** qui va réviser, dans les années 70, la théorie marxiste de l'État selon laquelle tout État est constitué par la dictature de la classe dominante ; ce parti va abandonner la théorie de la révolution et du socialisme comme alternative au capitalisme, pour ne citer que les liquidations décisives. Ensuite, dans les années 90, le PCF va prôner la théorie du « *dépassement du capitalisme* » à partir de réformes accumulées, économiques et dans les institutions, pour construire une « *société plus juste et humaine* ». Ainsi, la question centrale, pour combattre et renverser le capitalisme, de la propriété privée des moyens de production et d'échange, fut liquidée, et l'accent fut mis sur les « *nouveaux critères de gestion* » dans le cadre du capitalisme.

Dès lors, l'opportunisme traditionnel hérité de Bernstein et Kautsky, fondé sur la thèse de la **possibilité d'une transformation du capitalisme en socialisme par « la conquête du gouvernement »** (et non par la prise du pouvoir par la révolution socialiste) au moyen de réformes graduelles, ne pouvait que rencontrer les théories altermondialistes pour une « *autre Europe* », pour « *L'Humain d'abord* », pour un « *autre capitalisme* », c'est-à-dire les composantes de l'**altercapitalisme**.

Ce postulat de prétendre possible de satisfaire les besoins sociaux dans le cadre des rapports de production et du système capitaliste, constitue le grand trait de l'opportunisme contemporain, représenté en France notamment par le Front de Gauche (FdG).

Altercapitalisme qui prétend « *orienter autrement* » les institutions impérialistes de l'UE, « *contrôler socialement* » la finance, promouvoir le « *désarmement nucléaire* ».

Le ralliement du PCF, membre du Parti de la Gauche européenne (PGE sociale-réformiste), ne surprend pas, mais que viennent faire dans cette nébuleuse (fût-elle importante électoralement, ce qui n'est qu'un critère provisoire) des groupes qui se réclament de la construction d'un nouveau parti communiste et du marxisme-léninisme ? C'est probablement le poids des survivances du révisionnisme khrouchtchévien et l'héritage politique et « culturel » du « programme commun PS/PCF » des années 70.

Jean-Luc Mélenchon incarne ainsi le « vrai » socialiste, « fait étrange et monstrueux », comme disait Lénine, puisque le principal Parti du Front de Gauche, le PCF, et le candidat J-L. Mélenchon, participèrent au gouvernement de gauche plurielle de Jospin, véritablement social-libéral, au bilan si désastreux pour les travailleurs, et que les mêmes prétendent incarner maintenant la « *gauche de transformation sociale* » !

Est-ce le rôle des communistes marxistes-léninistes que de favoriser l'amnésie et de redonner du rouge à la social-démocratie ? Non, bien sûr !

## Jugeons sur pièce à partir de l'analyse critique du programme du Front de Gauche.

### 1/ Analyse de l'État et du pouvoir

« La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés à l'égard de l'État. Que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui ne peut pas être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre ». (Lénine, Tome 25 p. 416-420).

**L'analyse marxiste de l'État est purement et simplement ignorée dans ce programme** : l'analyse opportuniste classique sur un État « neutre » est le fil rouge de ce texte. L'État et ses appareils coercitifs sont totalement ignorés. En lieu et place, la République sert de terrain pour porter et défendre l'intérêt général, la société et ses maux sont analysés ainsi : « *Tous ces maux trouvent leur commune origine dans la caractéristique essentielle de notre époque : la domination sans partage du capital financier sur le monde* ». Cette phrase peut résonner comme marxiste. Lénine évoquait le transfert du pouvoir dans la classe bourgeoise au profit du capital financier au stade impérialiste, domination qui s'exerce dans le cadre général de la dictature du capital ; mais ici, le concept de domination est édulcoré, l'expression « *sans partage* » peut signifier pouvoir exclusif mais aussi que le partage permettrait de régler le « tout pouvoir au Capital financier » sur le modèle du « *partage des richesses* ».

« Or, écrit le Front de gauche, *cette domination en apparence inébranlable est en réalité d'une grande fragilité, car elle dépend tout entière de choix politiques que les peuples peuvent inverser* (souligné par nous URCF). *Affrontons la finance et nous retrouverons rapidement un avenir* ».

À l'analyse matérialiste de l'État est substitué un État en « équilibre instable » permanent, où la domination d'une classe peut être contestée simplement par d'autres choix politiques qui peuvent inverser cette même domination. C'est une caricature du marxisme. Le pouvoir et la dictature de classe (le mot n'est pas cité) ne s'appuient pas principalement sur des choix politiques, mais sur les facteurs matériels : propriété privée des moyens de production, appropriation privée de la plus-value par la classe capitaliste, exploitation du salariat grâce aux rapports de production capitalistes, toutes ces lois objectives du capitalisme sont défendues et pérennisées par l'État qui est aux mains de la classe dominante, la bourgeoisie monopoliste.

Un « *autre choix politique* », « *une autre logique économique* » (en réalité un changement total de société) ne sauraient s'imposer dans le cadre du système capitaliste, sans révolution socialiste qui brise l'appareil d'État capitaliste pour édifier le socialisme au moyen du pouvoir ouvrier et populaire.

Cette **sous-estimation des appareils coercitifs de l'État**, pourtant visibles lors d'occupations d'usines où les CRS et gardes mobiles sont déployés (jusqu'à la tragédie du Chili où l'unité populaire fut écrasée parce que ses dirigeants et les partis de gauche avaient « oublié » les enseignements de la théorie marxiste-léniniste de l'État) est source de graves conséquences. Ainsi, évoquer la « *fragilité* » de la « *domination du Capital financier* » est non seulement léger mais irresponsable !

Évoquant le référendum de 2005, le programme affirme : « *Nous avons raison, mais notre vote a été piétiné* ». C'est précisément cela, le pouvoir (dictature) du Capital.

Même imprécision quand le Front de Gauche écrit : « *Ce sont les marchés financiers auxquels les gouvernements confient la réalité du pouvoir* » ; ce qui voudrait dire que les gouvernements sont premiers par rapport aux marchés financiers et qu'il suffit de ne plus le confier le pouvoir aux financiers pour mener une politique juste. Ou plus candide encore : « *Le capitalisme financier est incapable de sortir d'un système qui le gave de privilèges* ».

**Seule l'analyse marxiste de l'État permet de comprendre que ce sont les monopoles qui dirigent l'État et mandatent les dirigeants de droite ou de « gauche » pour appliquer la stratégie du Capital et de l'UE.**

Toute l'expérience historique a confirmé les thèses marxistes. Les gouvernements ne sont qu'une branche de l'appareil d'État : la permanence du pouvoir est incarnée par les conseils d'administration des grandes sociétés, dont des membres deviennent ministres, par la haute bureaucratie d'État, par les

diverses fondations internationales (Biderberg, la commission trilatérale), par la magistrature, les états-majors des corps coercitifs, les médias d'État.

Dès lors, **les perles** ne manquent pas ; par exemple : « *Pour résoudre la crise, il faut reprendre le pouvoir* ». Ou bien l'expression « reprendre le pouvoir » est ici prise dans son acception vulgaire (non scientifique) et il s'agit d'accéder au gouvernement, aux affaires, ou bien le programme fait référence aux années Mitterrand ou Jospin, qui furent synonymes de gestion néolibérale, de fidélité à l'austérité - fût-elle de « gauche » - ; le Front de gauche vante alors sa continuité avec les gouvernements sociaux-démocrates, gestionnaires zélés du capitalisme.

Rappelons que, sous le Front Populaire et à la Libération, il y eut des gouvernements progressistes avant que précisément, la social-démocratie ne trahisse le mouvement, mais ces gouvernements ne signifiaient pas que la classe ouvrière était « au pouvoir », parce que précisément, il aurait fallu alors résoudre la question de l'État capitaliste et la prise du pouvoir par les forces révolutionnaires, et non pas seulement la conquête du gouvernement.

Leçons de l'histoire bien oubliées par la gauche dite de transformation sociale.

Les conquêtes sociales, conséquences des grèves de 1936 et de la présence de ministres alors réellement communistes à la Libération, ont d'ailleurs été dans le collimateur du PS et de ses alliés de la gauche plurielle, de 1997 à 2002, par les privatisations et « l'ouverture à la concurrence » sous l'égide des monopoles et de l'UE.

Cette **vision** (apanage du réformisme et de l'opportunisme) **d'un État « neutre »**, « *au-dessus des classes* », « *bien commun* », « *régulateur* » ou « *expression du rapport des forces entre les classes* », selon les versions plus ou moins à gauche, transparait pleinement dans le programme du Front de Gauche : « *Pour que les lois adoptées visent à satisfaire l'intérêt général plutôt que l'avidité insatiable de quelques-uns* » et cela sous l'État des monopoles ! Exagérons-nous ? Méditons cette phrase : « *Les marchés financiers sont mis en cause y compris par les chefs d'État qui leur ont donné tant de pouvoir* ». C'est ne rien comprendre au capitalisme et laisser penser que tous les hommes de bonne volonté peuvent s'unir contre les marchés financiers ! **Les marchés financiers**, au lieu d'être présentés comme la conséquence du mode de production capitaliste, de sa financiarisation au stade impérialiste et de l'exploitation du salariat, sont décrits comme une tumeur du capitalisme, dont les gouvernements eux-mêmes seraient victimes ! Les marchés financiers sont le produit du capitalisme parvenu au stade impérialiste de plus en plus pourrissant et parasitaire.

Définissant le capital financier (et pas seulement les « marchés »), Lénine donnait cette définition : « *Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles, fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion* ». (Lénine, in « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »).

**2/ Concernant les propositions démocratiques**, beaucoup sont le bien commun du mouvement populaire, **l'appel à la Constituante** est depuis longtemps un mot d'ordre de l'URCF. Toutefois, le combat pour conquérir de nouveaux droits ne doit pas signifier semer des illusions sur la nature capitaliste de l'État.

Dans le Front de Gauche, la République est magnifiée de manière acritique, sans contenu de classe, puisqu'elle assure « *l'égalité des citoyens* », « égalité » qui reste pourtant formelle entre le propriétaire d'entreprise et le prolétaire qui n'a que ses chaînes à perdre.

Idem pour **la laïcité** que nous considérons comme un atout pour la défense des idées démocratiques, la séparation des églises et de l'État, mais penser que la laïcité serait un outil pour arracher l'État au pouvoir de la classe dominante, c'est donner à la laïcité un pouvoir qu'elle ne peut pas avoir.

« *La laïcité est un pilier de la République une et indivisible, un principe vivant et porteur de droits inaliénables garantis à tout membre de la société, français ou étranger : la séparation du politique et du religieux, la liberté de conscience et de culte, l'égalité des citoyens en tout domaine sans discrimination d'aucune sorte ; la neutralité de l'État à l'égard de toutes les convictions philosophiques, religieuses ou politiques* », pouvons-nous lire dans le programme du FdG. La République, n'en déplaise aux admirateurs justifiés de la Révolution bourgeoise de 1789/93, parce qu'elle fut un modèle de libertés démocratiques bourgeoises contre toutes les féodalités, a subi les transformations politiques de la



classe bourgeoise, révolutionnaire au 18<sup>ème</sup> siècle, réactionnaire et ennemi du progrès, non par trahison « morale », mais de par sa place de propriétaire des grands moyens de production, de classe exploiteuse dominante ayant succédé à la féodalité à cet égard aussi. La laïcité ne peut assurer d'ailleurs l'égalité des convictions, puisque l'État est aux mains de l'oligarchie financière et va diffuser les diverses formes de l'idéologie bourgeoise. Quand les manuels d'histoire, criminalisant le communisme, mettent un trait d'égalité entre communisme et fascisme, ils sont l'outil du Capital pour pérenniser son pouvoir et ce, même dans l'école laïque. La laïcité doit être défendue, développée, parce qu'elle favorise la lutte contre les cléricatismes, les intégrismes, les conceptions réactionnaires moyenâgeuses vis-à-vis de la femme et de la société ; mais on ne peut lui faire jouer un rôle autre que le sien. La laïcité, parce que ce n'est pas son objet, n'efface par le caractère de classe de l'État. Elle est précisément un instrument de défense contre l'État capitaliste, contre les empiètements du cléricanisme, mais elle est impuissante à combattre le caractère dictatorial de classe de l'État des monopoles.

### 3/ Analyse du capitalisme

Outre l'ignorance totale du marxisme sur la question de l'État, le **programme économique du Front de Gauche** est de nature tout aussi opportuniste.

Plusieurs postulats sont avancés, qui n'ont aucune crédibilité scientifique ; et notamment l'idée que les droits du Capital sont possibles avec la satisfaction des besoins des travailleurs et de leur famille.

La question de la propriété des moyens de production et d'échange est minorée en regard d'une prétendue nouvelle logique économique : la satisfaction des besoins dans le cadre de la propriété capitaliste et des rapports de production d'exploitation. Ces rapports de production auraient la possibilité d'être subvertis par l'intervention dans la gestion, ils auraient donc un caractère relativement neutre, dépendant du « choix de gestion », mais quid de l'extorsion de plus-value, qui est la base quotidienne de l'appropriation capitaliste ? Le capital est une valeur, qui par l'exploitation des ouvriers salariés, rapporte la plus-value, trait essentiel du capitalisme. « *Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage* », disait Karl Marx dans *Le Capital*.

Le Front de Gauche circonscrit la bataille à définir quel type de capitalisme ferait de « l'humain », l'extorsion de plus-value par la classe capitaliste devenant littéralement secondaire, si on partage plus équitablement les richesses ! Mais cela, c'est un autre capitalisme, qui n'existe que dans les rêves de petits propriétaires. Le Front de Gauche entérine la vieille théorie de Proudhon sur la prétendue existence de deux formes de capitalisme : le « bon » capitalisme, qui investit dans la production industrielle, et le « mauvais », la finance. Proudhon au moins l'excuse d'avoir vécu avant le stade impérialiste qui met au centre le capitalisme de monopoles. Au stade impérialiste, les banques sont devenues copropriétaires d'entreprises industrielles, commerciales, de transport ; en achetant leurs actions et obligations, les entreprises industrielles et monopoles font de même avec les banques et assurances. Une nouvelle forme de capital est apparue au 20<sup>ème</sup> siècle : le capital financier, capital fusionné des banques et monopoles industriels. En clair, c'est le même capital qui extorque la plus-value au prolétariat et le même qui multiplie les profits par la spéculation.

J-L. Mélenchon affirme : « *Il est proposé en quelque sorte la "primature" de l'intérêt général dans tous les domaines* ». Qui va définir et appliquer cet « intérêt général » ? La « gauche de transformation sociale » grâce à ses suffrages ? Nous l'avons vu, dans le cadre de la dictature, sur toute la société, du capital financier et de la propriété privée des moyens de production, la loi dominante est la loi du profit, tout le reste n'est que bavardages naïfs ou trompeurs, comme l'ont montré toutes les expériences réformistes. Pour vaincre la bourgeoisie monopoliste, il faut une **révolution sociale expropriant le capital** et la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés en renversant et détruisant l'État capitaliste.

Dès lors, les proclamations du Front de Gauche sont des vœux pieux. « *Pour en finir avec l'insécurité sociale générée par le règne du profit (...) pour que les lois adoptées visent à l'intérêt général plutôt que l'avidité insatiable de quelques-uns* »... Cela semble « de gauche », mais cela signifie la possibilité d'un

« *capitalisme autrement* », avec la classe capitaliste qui obéirait (comment ?) à « l'intérêt général » et servirait le peuple entier.

L'État (toujours du Capital) deviendrait « le distributeur » par le « *partage des richesses* ». C'est l'utopie d'un altercapitalisme, où « *la régulation de la circulation financière permettrait son orientation vers l'investissement* » et même vers les besoins sociaux.

Staline a ainsi défini la loi économique fondamentale du capitalisme de monopoles : « *Assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés* » (in « *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* » p.128 « *Derniers écrits* »). Cela ne correspond-il pas à ce que vit la majorité des habitants du globe ? Comment, dès lors, promouvoir la satisfaction des besoins sous le régime capitaliste avec ses lois implacables, comme le prétend le Front de gauche ?

**L'opportunisme contemporain est le fruit idéologique de la nostalgie et des intérêts perdus ou en voie de l'être pour les « trente glorieuses »**, à une époque où l'existence d'un camp socialiste obligeait la classe dominante et les gouvernements à son service à des concessions sociales par peur de la Révolution. La bureaucratie ouvrière, la défense du keynésianisme par la social-démocratie (Keynes est un idéologue et un praticien de l'impérialisme), ont créé l'illusion sur les « mutations » du capitalisme dans les années 60 et après, d'autant que cette bureaucratie ouvrière bénéficiait de certains privilèges ou sinécures. L'aspiration à un autre capitalisme, coïncide avec le rêve d'un retour à l'époque précédant la politique dite néolibérale de l'impérialisme. Rêve d'un capitalisme d'État coexistant avec le secteur privé, sans mesurer que, dans les années 50/60, le capitalisme signifiait guerres contre les colonies, guerres impérialistes contre la Corée Populaire et le Vietnam, exploitation renforcée pour le prolétariat par la hausse incessante de la productivité et le début de la liquidation des conquêtes, avec les ordonnances sur la Sécurité Sociale par De Gaulle.

L'altercapitalisme aurait pour cible les marchés financiers : « *Guerre à la finance !* », déclare le candidat du Front de Gauche, et en même temps, comme nous le disions précédemment, « *Les marchés financiers sont mis en cause y compris par les "chefs d'État" qui leur ont donné tant de pouvoirs* ». En somme, c'est la négation de l'antagonisme capital/travail, et le rassemblement de tous (y compris les chefs de gouvernement lésés) contre la finance ! C'est peut être un « coup de gueule » moral, mais cela ne correspond nullement à une analyse de classe du système impérialiste contemporain.

**Le capital financier** est la fraction dominante et hégémonique du Capital, parce qu'il détient la quasi-totalité des moyens de production et d'échange à l'échelle mondiale, qu'il se subordonne les instances impérialistes comme le Fonds Monétaire International, l'UE, l'OTAN, chaque État et gouvernement libéral, conservateur ou social-démocrate et les forces politiques étant à son service. Tout cela représente le camp du Capital, de la bourgeoisie monopoliste. Une force considérable (que l'on ne pourra battre qu'avec une conscience et une pratique révolutionnaires), qui est à l'origine de plusieurs décennies de défaites de la classe ouvrière et des travailleurs, avec la dernière en date : la question de la retraite ; tout cela a été accompagné et favorisé par l'hégémonie du réformisme dans le mouvement ouvrier tant syndical que politique.

**La réponse du Front de Gauche apparaît dès lors singulièrement édulcorée**, une stratégie « Canada Dry ». Cela se veut une stratégie de transformation sociale, mais c'est en réalité l'accompagnement social du mode de production capitaliste.

Remontons à la source de leur programme : « *Nous vous proposons de rompre avec ces principes (le tout financier) qui nous ont menés dans l'impasse, en imposant par (notre) vote d'autres idées, d'autres institutions, d'autres représentants* » ... « *En refusant la domination du capital financier sur le travail* ».

La phrase peut tromper par son ambiguïté, mais c'est pour la rupture révolutionnaire et le renversement du capitalisme qu'il faut agir, seul moyen non seulement de refuser la domination de la finance, mais d'en détruire les racines par l'expropriation des monopoles, par l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange et par l'existence d'un pouvoir ouvrier et populaire brisant l'État des monopoles.

L'ignorance du marxisme (qui n'est pas un dogme, mais la pensée révolutionnaire, sociale et critique la plus avancée, ayant fourni la seule analyse scientifique du mode de production capitaliste) conduit aux vieilles recettes de l'opportunisme, fût-il contemporain.

« *L'humain d'abord* »... Marx jugeait sévèrement les auteurs de tels slogans : « *Son Parti, c'est le "parti des hommes", c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts bourgeois en les déguisant en buts "humains".* » (Karl Marx, in *La critique moralisante et la morale critique*).

#### 4/ La question de l'Europe

À aucun moment la construction européenne, depuis le Traité de Rome fondateur, n'est présentée comme une **union des États impérialistes pour servir les objectifs de profits et de classe des monopoles**.

Le Front de Gauche va jusqu'à reprendre l'alibi justificatif de cette Europe capitaliste sur « *L'idéal européen* », comme si ce dernier ne pouvait être assuré que par la bourgeoisie et réductible à la construction d'une Europe capitaliste. Dans ce programme, on ne trouve **aucune remise en cause du cadre de fonctionnement de l'UE** ; au contraire, les institutions sont déconnectées de leur contenu de classe et sont présentées comme outil possible d'émancipation. Or, ces institutions sont le produit de leur créateur, le capital monopoliste, elles ne peuvent servir les intérêts populaires, même avec une majorité parlementaire, ce qui d'ailleurs est peu probable étant donné la mainmise partagée des conservateurs et des sociaux-démocrates traditionnels sur ces mêmes institutions. On ne peut « subvertir » ces institutions, car tout l'appareil de cette union impérialiste, les hauts fonctionnaires, les lobbys, les corps répressifs conjugués, sert les diktats de la Table Ronde des Industriels Européens, les maîtres actuels et futurs de l'UE.

Comment penser un seul instant sérieusement que l'UE puisse être au service des besoins en emplois et salaires ? Le croire, c'est rêver de satisfaire les revendications urgentes en économisant l'affrontement avec le Capital et ses institutions, à l'échelle européenne, pourtant inévitable même pour se faire entendre.

Le Front de Gauche se prononce pour « *une Europe affranchie du Traité de Lisbonne qui respecte la souveraineté des peuples* ». Effectivement, la **rupture avec le Traité de Lisbonne** annulerait le putsch parlementaire de l'UMP et du PS, qui annulait lui-même le NON majoritaire au Traité Constitutionnel Européen. Cela dit, le Front de Gauche, « centriste » entre les partis du Capital et les marxistes-léninistes, s'arrête à mi-chemin. L'ensemble de la politique néolibérale du Capital ou demain de « relance » de type keynésien, a ses racines dans la décision fondatrice des monopoles de forger un Marché européen, en assurant dans chaque pays et partout le profit maximum aux grandes sociétés. **Tous les traités européens sont réactionnaires et servent ces mêmes objectifs de classe** : Schengen, Maastricht, Sommet de Lisbonne (2000) ; rompre uniquement avec la nouvelle mouture du TCE nous ramène aux traités passés et précédents.

Idem pour la refonte des statuts et missions de la **Banque Centrale Européenne (BCE)**, qui repose à la fois sur l'ignorance (d'un point de vue de classe) du rôle des banques dans le capitalisme contemporain et sur la surestimation des possibilités démocratiques dans les régimes bourgeois. Alors que toutes les consultations électorales négatives pour l'Europe ont été annulées avec la complicité des sociaux-démocrates, comment croire que l'on puisse modifier les statuts de la banque centrale européenne (BCE), instrument décisif de la gestion de la crise et du système capitalistes, pour la « transformer », alors que précisément, c'est la BCE qui s'impose aux États, pour appliquer les diktats du Capital financier sur les marchés du même nom.

Sans analyse du **pouvoir politique réel dans l'UE** (certes pas détenu par les élus, mais pas plus par les technocrates, contrairement à ce qu'affirme le programme), est évacuée la réalité que ce sont les monopoles et leurs agents qui exercent la plénitude du pouvoir. Le programme n'analyse pas davantage le rôle des partis dominants libéraux-bourgeois ou sociaux-démocrates, relais des directives de l'oligarchie financière, tout cela vérifié par des décennies de construction européenne.

Le Parti de Gauche, le PCF, les autres groupes membres du Front de Gauche prétendent « inverser » la logique économique et sociale, refuser « *le libéralisme et la soumission aux marchés financiers* » dans le

cadre du capitalisme. Si nous étions plus naïfs, nous pourrions penser que c'est l'irruption de la candeur en politique ! Mais c'est la crainte et le refus, par les forces réformistes, de la révolution socialiste, qui les conduit à embellir le capitalisme, à présenter la démocratie bourgeoise comme détachée des intérêts de classe et servant indistinctement tous les intérêts.

Certes le Front de Gauche ignore les enseignements du marxisme et prétend innover, mais alors pourquoi ignorer la règle de l'unanimité, le condominium germano-français (jamais évoqué) et l'impossibilité, même pour les anti-libéraux, de conquérir le pouvoir dans l'UE. Ensuite, pourquoi vouloir accepter le cadre de cette union impérialiste, dont l'identité est de rendre obligatoire la politique néolibérale capitaliste ?

Après la théorie des révisionnistes Bernstein et Kautsky sur la transformation du capitalisme en socialisme, on a quelque chose comme la théorie du PCF sur la transformation de l'Europe du Capital en « Europe sociale », par la simple transformation de statuts de la BCE ! Mélenchon s'adapte et prône « *l'inversion* » des lois capitalistes dans le cadre de ce mode de production, quelque chose comme le pouvoir du peuple sous le règne de la propriété privée des moyens de production et d'échange !

**Toutes ces conceptions illusoire sur la nature du capitalisme et sur la nature de classe de l'UE constituent le fil rouge du programme.**

Citons : « *Nous voulons libérer les finances publiques des griffes des marchés financiers (...) les titres publics pour le développement social seront rachetés directement par la BCE (...) agir pour contrer l'indépendance de la BCE vis-à-vis des instances démocratiques nationales et européennes* ».

Des travailleurs des couches moyennes, longtemps relativement privilégiés et maintenant appauvris et inquiets des lendemains, peu aguerris dans les luttes de classe, peuvent adhérer à de telles vues ; mais la classe ouvrière consciente, qui affronte au quotidien la dictature du patronat ne pourra que sourire de telles illusions sur les institutions capitalistes.

**Dans la lutte contre l'Union européenne, deux déviations surgissent dans le mouvement populaire et communiste :**

**α/ Une approche « nationale » surdéterminante**, qui consiste à vouloir exiger une étape préalable à la lutte pour le socialisme (et la conditionnant ?) : la « sortie de l'euro », le « retrait de l'UE », la « reconquête nationale » qui aboutirait à un gouvernement d'union sur le modèle du CNR (Conseil National de la Résistance, schéma opérationnel dans les années de résistance antifasciste). L'impérialisme allemand s'était emparé, dans les années 40, de quasiment tous les pays européens lésant ainsi certains secteurs bourgeois et la réalisation de leurs profits, liquidant l'indépendance de tous les pays sous la botte.

Dans les conditions actuelles du système impérialiste, chacune des bourgeoisies monopolistes soutient l'UE parce que cette dernière a créé un marché européen et ainsi accède même au marché mondial. Même la bourgeoisie grecque a profité de cette UE, et préfère ruiner son pays et les travailleurs plutôt que de payer même un peu sa crise. Les travaux du KKE démontrent avec brio ce phénomène. A fortiori, il en est de même pour la bourgeoisie monopoliste française, codirigeante de l'UE, qui assure son profit maximum par l'interdépendance du capitalisme contemporain, par la conquête de parts de marché dans les pays voisins et de l'Est, et par les délocalisations là où le prix de la force de travail est plus bas. Comment assurer l'indépendance nationale des pays bourgeois au stade impérialiste, alors que la moindre automobile est réalisée dans une dizaine de pays ! Qu'amènerait de bon (du point de vue de classe), pour les travailleurs, la sortie individuelle de l'euro dans le cadre du capitalisme ; les ouvriers britanniques, avec leur livre sterling, sont-ils mieux lotis ? Ne subissent-ils pas, eux aussi, une terrible austérité ?

Nos camarades du KKE montrent que c'est là un héritage de l'eurocommunisme : « *On n'a pas correctement analysé les contradictions entre pays capitalistes, qui bien sûr comprenaient une dimension de dépendance, comme il est inévitable dans la pyramide impérialiste. Ainsi les Partis communistes ont choisi une politique d'alliance qui incluait des forces bourgeoisies définies comme ayant une « conscience nationale », par opposition à celles qui étaient au service de l'impérialisme étranger* ». (in Thèses du KKE. Ib.)

Ce même opportunisme s'est manifesté dans notre pays par une attitude attentiste par rapport à l'aspiration à la souveraineté nationale et à l'indépendance des peuples opprimés par l'impérialisme français. Outre le pessimisme à l'égard des potentialités du mouvement de libération nationale des peuples opprimés, avec l'argument du risque d'une domination par un autre impérialisme « encore plus dangereux », cela reflétait des tendances à « embellir » son propre impérialisme. Cette survivance opportuniste se manifeste aujourd'hui avec la théorie de la possibilité d'un capitalisme autrement, ici « indépendant et souverain ».

Les mêmes, parfois, accusent l'URCF de « nihilisme national », voire de « crypto-trotskisme ». Il n'en est rien : à la différence de l'opportunisme, nous considérons que partout le combat national et international contre l'UE, la zone euro est indissociable de la lutte pour la révolution, du pouvoir ouvrier et populaire, du socialisme. C'est ici au prolétariat, en rassemblant le peuple de France, par la révolution ouvrière anticapitaliste, qu'incombera la tâche non seulement de « continuer » la Nation, en rompant avec l'UE, l'OTAN et autres organismes impérialistes, mais aussi de créer une étape qualitativement supérieure de son histoire, faisant émerger une nation socialiste, internationaliste rompant avec tout l'héritage réactionnaire et sombre du pays (esclavage, guerres coloniales) et en développant, à un degré encore inconnu, les meilleures traditions révolutionnaires, démocratiques, internationalistes de notre pays. C'est sous le socialisme, en coopération avec les autres pays qui le souhaitent, que le pouvoir ouvrier et populaire réindustrialisera le pays, développera les sciences, la recherche, la culture parce que nous sortirons de l'orbite impérialiste. La lutte pour la souveraineté nationale et populaire est une lutte de contenu socialiste, pas simplement démocratique et nationale comme dans le passé, ce qui implique qu'il n'y aura aucun compromis possible avec des partis bourgeois « souverainistes », mais aussi tenants de l'impérialisme français. De plus, le combat pour renverser le capitalisme est lié aux luttes, de même contenu révolutionnaire dans les autres pays.

**b/ L'autre déviation, c'est l'euro-constructivisme** (les tenants d'une autre Europe dans le cadre de l'UE), le ralliement à l'Europe politique sous l'égide des monopoles. Dans les formes modernes, cette tendance correspond à l'analyse léniniste du social-impérialisme (socialisme en paroles, impérialisme dans les faits).

**Le Parti de la Gauche européenne** (PCF - Mélenchon - Démocrates italiens - Linkspartei...) est financé par l'UE, défend l'idée d'une « autre Europe » dans le cadre de l'UE et du capitalisme aménagé. Aux marxistes-léninistes embarqués dans le Front de Gauche, rappelons que le PGE concilie avec la **criminalisation du communisme du rapport Lindbläd**, et se manifeste de concert avec les bourgeois et les écolos pour condamner l'URSS et le « stalinisme ». Le PCF et M.-G. Buffet ont même reçu les compliments du maccarthyste Lindbläd pour leur rupture avec les « thèses sur la criminalité du communisme ». Le rapport Lindbläd est clair : ces « thèses criminelles », ce sont la reconnaissance de la lutte de classe, la révolution et la dictature du prolétariat. En fait, derrière les théories alter-européennes se cache le soutien réel à l'union impérialiste baptisée UE.

Une de ses lignes forces est la **demande d'intervention de l'UE dans les champs de bataille de l'impérialisme** : Libye, Syrie... Héritier pacifiste du kautskysme, le Front de Gauche appelle (cf. l'interview récente de Clémentine Autain) à une intervention de l'UE en Syrie « non militaire », mais l'objectif reste le même : renverser les régimes anti-impérialistes afin d'opérer un nouveau partage du monde entre puissances impérialistes. Rappelons que J.-L. Mélenchon a voté pour l'intervention de l'OTAN en Libye même si, par la suite, il a déclaré être opposé aux bombardements. Le Front de Gauche est un partisan des thèses de Kouchner sur « l'ingérence humanitaire », camouflage des guerres impérialistes au nom du « droit » et de « l'humain », logique étrange et monstrueuse, puisque au prétexte de sauver la « population de Benghazi », l'OTAN (principalement l'aviation française, britannique, américaine) a rasé le reste du pays !

Avec l'euro-constructivisme, nous avons une défense résolue des intérêts stratégiques de l'Union impérialiste Européenne, au nom de la « démocratie » dont l'Europe serait porteuse avec mission de l'exporter partout.

## 5/ Figures de l'opportunisme contemporain

C'est précisément sur cette ligne et sous ces prétextes que la seconde Internationale socialiste s'est ralliée en 1914 à sa bourgeoisie « démocratique », « républicaine ».

**Les tenants d'une « autre Europe »**, par leurs propositions de gagner une autre logique économique au sein de l'UE dans le cadre du système capitaliste, couvrent l'espace traditionnel du réformisme, avec des propositions d'aménagement pour mieux servir de soutien social au capitalisme. Propositions qui prétendent « *donner priorité à l'emploi et au développement humain durable* », mais qui accréditent l'idée que sans grèves massives et sans luttes extraparlimentaires (non évoquées dans le programme), on pourrait assurer une satisfaction partielle et provisoire des besoins par une victoire électorale de la gauche réformiste, tout en maintenant le capitalisme !

**La bureaucratie syndicale et révisionniste** apporte un réel soutien au Front de Gauche ; J-L. Mélenchon, pour sa part, apporte son soutien à la politique économique chinoise. N'est-ce pas le rêve de tous ces gens, que celui d'un capitalisme d'État transposable en France, mais qui ne changerait rien aux lois fondamentales du capitalisme, puisque le secteur d'État sert à favoriser l'accumulation du capital monopoliste privé. La capacité de J-L. Mélenchon, outre son énergie et son talent oratoire, est précisément de fédérer l'ensemble des porteurs de thèses opportunistes. Sur cette base réformiste, le Front de Gauche rassemble les divers courants opportunistes, trotskistes et ex-trotskistes, révisionnistes, sociaux-démocrates, écologistes, dirigeants de la bureaucratie syndicale, et influence nombre de travailleurs qui, victimes de la crise, espèrent une issue rapide. Le Front de Gauche ressuscite ainsi **une social-démocratie rénovée et prête à prendre la relève d'un PS largement disqualifié** et peu crédible dans les secteurs les plus paupérisés et précarisés, en raison de son soutien au néolibéralisme.

C'est l'un des enjeux de la campagne de J-L. Mélenchon. Un bon score accentuera les tendances fédératives au sein du Front. Un score en deçà du score actuel (13/14 %) et surtout inférieur à 2 chiffres refroidirait l'enthousiasme actuel, qui a un caractère essentiellement électoraliste. La forte personnalité de Mélenchon pourra-t-elle venir à bout des contradictions au sein du Front, notamment avec le PCF, dont les intérêts d'appareil (formation d'un groupe de députés) le portent à la conciliation avec le PS et son austérité de gauche (cf. la gestion dans les régions), et le poussent (intérêt de la bureaucratie) à entrer dans le gouvernement en cas de victoire de Hollande et de la gauche aux législatives ? Après les élections, si le Front de gauche est associé au gouvernement, alors les travaux pratiques autour de « *l'humain d'abord* » dans le cadre du capitalisme et de l'UE dévoileront toute la nudité réformiste contemporaine : des promesses et engagements revendicatifs sur les salaires, l'emploi, l'austérité qui seront non tenus, parce que se heurtant au mur de l'argent et aux lois de fonctionnement du mode de production capitaliste. Pour l'instant, le Front de gauche peut recourir aux phrases de gauche et ainsi semer des illusions, mais au lendemain de la Présidentielle et des législatives, ceux qui rêvent d'une satisfaction rapide de leurs aspirations sans luttes de classe, seront déçus. Il est en effet impossible à ce mouvement de briser le bipolarisme, c'est-à-dire la victoire d'un des deux partis du Capital UMP ou PS ; malgré le « rêve général », le Front de gauche ne peut l'emporter, son programme est donc largement déclamatoire ! C'est précisément la fonction du monarcho-présidentialisme de pérenniser ainsi la dictature du capital.

La ligne du Front de Gauche constitue une **chimère impossible qui détourne l'attention des luttes de classes au profit de la délégation de pouvoir**. Luttes de classes incontournables pourtant : grèves y compris générales, manifestations, actions politiques, quel que soit le Président ou le gouvernement, ce sera la seule voie pour satisfaire les revendications sociales urgentes, pour faire payer sa crise et les dettes de l'État capitaliste par les monopoles. Quant aux travailleurs, ils comprendront que la campagne des Présidentielles constitue une diversion, que les inquiétudes, la colère resurgiront, dans les semaines qui suivront, sinon au soir du second tour. C'est une voie qui demande des sacrifices, mais il n'en est pas d'autre.

Il restera à **forger un véritable Front, que nous appelons le *Front d'Alternative Populaire anticapitaliste*** - mais la dénomination est secondaire -, qui œuvrera non pas à « concurrencer » le Front de Gauche (qui est un cartel d'organisations autour du PCF et de la figure de Mélenchon), mais à organiser le rassemblement des travailleurs dans l'action ; un front, pour les marxistes, est une alliance de classe autour du prolétariat et un instrument du combat révolutionnaire. Bien sûr, ce Front rassemblera à l'avenir, outre le Parti communiste refondé de type léniniste, les partis, groupes liés à telle ou telle couche sociale populaire, les syndicats de lutte, les associations démocratiques et anti-impérialistes autour d'une plateforme de lutte anticapitaliste pour le socialisme.

Il y a un an, dans une lettre ouverte, l'URCF appelait les diverses organisations du mouvement communiste de France à un Front uni communiste, base, pour initier ce Front anticapitaliste, capable de peser sur le Front de Gauche, en étant indépendant en toutes circonstances pour faire progresser les idées révolutionnaires et freiner (dans la perspective de la renverser à plus long terme), l'hégémonie du courant réformiste sur le mouvement ouvrier et populaire. Nul n'a jugé bon de répondre sur le fond, sauf à proposer qu'une réunion publique sur la Libye, qu'une déclaration anti-UE, mais sans campagne commune. Soyons justes : Le PRCF, à son dernier Congrès, a proposé une Confédération d'action des organisations communistes autour d'un appel qui met en avant le retrait de l'euro et divers objectifs intermédiaires. Ce n'est pas notre position, puisque nous estimons que si les communistes ne mettent pas en avant leur anticapitalisme, il n'y a pas de raison de se rassembler autour d'eux. Le rassemblement a eu lieu, mais autour d'une identité social-réformiste portée par le Front de Gauche. Une fois de plus, le courant et le mouvement communistes sont dans le sillage de la social-démocratie et n'offrent aucune originalité, aucune approche de classe distincte. L'identité et une véritable stratégie communistes sont jetées par-dessus bord. C'est là la conséquence du ralliement de groupes se réclamant du marxisme-léninisme au vote Mélenchon.

*« L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en occident (...) a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'éteindre la conscience des masses au lieu de l'accroître » (Lénine, in Recueil de textes « Contre l'opportunisme de droite et de gauche, contre le trotskisme »).*

La campagne présidentielle a opéré une véritable démarcation dans le MCF entre l'opportunisme et le marxisme révolutionnaire.

Nous l'avons écrit dans notre « Lettre ouverte » : si le Front Uni des communistes à caractère anticapitaliste ne voit pas le jour comme noyau d'un front plus large du travail, l'URCF prendra ses responsabilités. C'est le sens de notre campagne d'appel au Boycott dans et devant les entreprises, avec la création de nouvelles sections communistes et dans les quartiers populaires. Cette campagne a pour finalité d'accélérer la fondation du Parti communiste de France, marxiste-léniniste. La porte est-elle fermée au projet de Front Uni des communistes à caractère anticapitaliste ? Non, mais nous n'attendons pas, d'autant que l'opportunisme s'est beaucoup cristallisé, favorisant la résurgence de toutes les thèses opportunistes, révisionnistes anciennes (Bernstein, Kautsky) et « modernes » (Tito, Khrouchtchev, Gorbatchev, Marchais, Hue) et rendant plus compliquée l'émergence d'un Front Uni communiste.

Les succès et les espoirs suscités par le Front de Gauche sont la punition pour la faiblesse théorique du communisme en France, pour sa lutte incomplète pour extirper les racines politiques historiques, idéologiques dans notre pays, pour sa difficulté à se lier aux masses. D'où les manœuvres du Front de Gauche pour déformer les termes et concepts marxistes, pour mieux les rendre acceptables par la bourgeoisie, ainsi « *un nouveau mode de production* » ne signifie pas le socialisme, première phase du communisme, mais une nouvelle manière de produire sous un capitalisme « *autrement* ». Il n'est jusqu'à la « *révolution citoyenne* », qui loin d'être la révolution socialiste de la classe ouvrière et de ses alliés, est simplement la victoire parlementaire de la gauche ! Et les exemples de ce type sont nombreux.

Il faut en revenir aux fondamentaux et diffuser inlassablement, avec plus d'ampleur, les principes du matérialisme historique et dialectique, les principes du marxisme-léninisme.

Le réformisme du Front de Gauche se veut syncrétique (fusionnant plusieurs lignes idéologiques) : la réindustrialisation est prônée, mais le programme satisfait également les tenants de la décroissance et des antinucléaires civils sous la coupe du lobby vert, avec la « *planification écologique* » et la défense du

caractère public du secteur de l'énergie pour mieux faire avaliser le référendum sur le nucléaire aux militants du PCF.

## 6/ La politique internationale

Le Front de Gauche rappelle la nécessité de changer les traités européens, alors que **la tâche historique est de rompre et de disloquer cette union impérialiste avec les autres peuples**. Comment aménager et « transformer » une Europe créée par et pour les monopoles ? Dans ce domaine, les phrases creuses sont nombreuses, comme par exemple « briser le bloc libéral » (auquel participe le PS, allié électoral prévisible du Front de Gauche), « sortir du pessimisme et de la soumission à la technocratie européenne ». Le problème réel ne réside ni dans le « pessimisme » (de qui ?), ni même dans la technocratie, instrument du pouvoir réel, nié par le Front de Gauche, celui de la dictature des monopoles à l'échelle nationale et européenne.

**Le système mondial impérialiste** n'est aucunement cité, a fortiori analysé.

L'impérialisme est résumé à « l'empire américain ». Mélenchon et ses amis proposent de mettre fin à la domination des États-Unis sur le système monétaire international, en s'appuyant sur l'UE, sur une « autre utilisation de l'euro », et en proposant des initiatives comme promouvoir « une monnaie commune mondiale alternative au dollar ». Ce qui constitue un soutien de fait à l'impérialisme des États européens. Une monnaie est indissociable de l'État ou du groupe d'États qui la frappent : tant que l'UE et le capitalisme seront debout, la monnaie servira les intérêts de tel ou tel impérialisme pour concurrencer les rivaux et sera un instrument pour piller l'argent populaire. Mélenchon propose donc, avec cette « monnaie commune », de participer à la lutte concurrentielle entre centres impérialistes et entre monopoles, ce qui les rattache bien, lui et ses amis, à la fonction de défense du système propre à la social-démocratie. C'est l'utilisation du capitalisme pour faire le bonheur des peuples ; il s'agit de « permettre (sic !) les investissements nécessaires aux peuples du Sud pour maîtriser leur développement ». « Ignorance » totale du système impérialiste mondial, de l'inégalité de développement qui fait que les États impérialistes s'enrichissent de la domination des pays dominés. Le Front de Gauche et, à l'intérieur la direction du PCF qui ose se revendiquer du communisme, s'inscrivent pleinement dans la thèse de Kautsky sur « l'ultra-impérialisme » pacifié et sans contradictions entre pays capitalistes développés et États dominés, rêves fumeux et funestes. Vingt ans après les thèses de Kautsky, les contradictions inter-impérialistes conduisirent à la Seconde guerre mondiale avec également la contradiction États fascistes/mouvements de résistance antifascistes.

Enfin, le Front de Gauche n'évite pas la tradition chauvine sur la « mission universelle de la France ».

« Si demain, la cinquième puissance économique du monde prenait un autre chemin, l'effet d'entraînement serait considérable pour les peuples du monde ». Les peuples du monde et de France ne seront pas entraînés par un « capitalisme autrement », mais par le (ou les) pays qui conduira la Révolution socialiste et reprendra le chemin interrompu, provisoirement, de la Grande Révolution prolétarienne d'octobre 17. Chauvinisme qui s'inscrit dans les objectifs stratégiques de l'impérialisme français, avec la promotion de « l'Euro-Méditerranée » sous couvert de « coopération pour le progrès social, écologique et de co-développement ». Alors qu'en réalité, il faut rappeler combien ces pays sont dépendants et spoliés par l'impérialisme français. Une véritable coopération d'égal à égal entre la France et ses anciennes colonies ou zones d'influence ne peut être mise en œuvre que par une France socialiste, quand les racines monopolistes de pillage auront été détruites !

Le Front de Gauche défend le principe de la taxe Tobin, et « combattra les principes d'austérité du FMI et du libre-échange de l'OMC », sans doute par une refonte des statuts ! Soyons sérieux, les révolutionnaires-communistes agissent pour que la classe ouvrière et les travailleurs, grâce au pouvoir de la classe ouvrière (dictature du prolétariat), rompent avec tous les traités illégaux et les organisations impérialistes mondiales comme le FMI et l'OMC, qui veillent à l'application des politiques d'ajustements structurels imposés par les monopoles internationaux. Organisations impérialistes internationales qui seront balayées à l'avenir par les vents révolutionnaires de l'histoire.

Soumission oblige aux courants bourgeois écologistes (qui n'ont rien à voir avec la lutte contre les nuisances provoquées par la course au profit des monopoles), le Front de Gauche revendique la création



d'un « *tribunal international de justice climatique sous l'égide de l'ONU* » ! Peut-on faire confiance à l'ONU, dans le rapport de forces actuel, pour inspirer ce tribunal ? C'est ajouter une instance judiciaire au dispositif actuel, qui ne punit jamais les véritables criminels de guerre agissant en Irak, Afghanistan, Libye, et ne punira pas plus les véritables pollueurs américains, européens, chinois. Cela relève d'une certaine arrogance propre à juger le monde entier, de son infime hauteur : en quoi l'État français des monopoles pourrait-il se faire juge, alors que notre pays compte un super pollueur avec les patrons de Total.

Cependant, l'URCF a des convergences avec le Front de Gauche sur le retrait et la dissolution de l'OTAN, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, immédiat pour nous. Nous étendons ce retrait à celui de tous les corps expéditionnaires français en Afrique ou ailleurs, ainsi qu'à la reconnaissance de l'autodétermination jusqu'au droit au divorce des départements et territoires d'Outre-Mer. Toutefois, cette tâche est liée au déploiement d'un véritable internationalisme prolétarien, aux luttes dans ces territoires et au soutien actif des travailleurs de la métropole.

## 7/ Conclusion

Nul ne conteste le succès, la mobilisation et peut-être même en partie l'enthousiasme que suscite la campagne de J-L. Mélenchon. Mais les qualités personnelles oratoires de ce dirigeant ne suffisent pas à créer un programme, une ligne politique susceptible de satisfaire réellement les besoins et aspirations. Le réformisme active toujours les promesses et illusions sur les conquêtes de droits nouveaux sans les luttes nécessaires, mais le retour au réel est toujours également douloureux.

Nous ne pouvons manquer d'évoquer **le poids des mystifications électorales**. Pour ceux qui voteront Mélenchon pour affirmer et concrétiser telle ou telle revendication, il faut rappeler que le seul moyen pour les concrétiser, ce sont les luttes et grèves à conduire quel que soit le vainqueur. Rien ne sera octroyé pas plus par Mélenchon que par un autre. Nous avons là la manifestation du vieil héritage séparant le social (les syndicats) et le politique (le parlementarisme). Au-delà des grandes phrases et proclamations, la campagne de Mélenchon n'évoque à aucun moment une stratégie de luttes extra-parlementaires tirant le bilan des défaites subies par la classe ouvrière et les travailleurs, contre-réforme après contre-réforme, et notamment sur le bilan du mouvement gréviste sur les retraites.

**Pour forger un courant réellement anticapitaliste, la classe ouvrière doit fédérer son combat social et sa dimension politique contre le pouvoir du Capital et cela, de manière organique.** Cette dissociation entre le social et le politique a cours pendant les élections, et après le scrutin, avec le prétendu « 3<sup>ème</sup> tour social » déconnecté des batailles politiques, conséquence de la domination du couple opportuniste : parlementarisme/anarcho-syndicalisme. Pour que la classe ouvrière puisse opérer la rupture avec le consensus autour du capitalisme, il lui faut jouer le rôle dirigeant dans les luttes sociales, mais aussi dans les luttes politiques, dans la défense des droits démocratiques, contre les guerres impérialistes, etc. C'est toute la bataille pour **faire renaître un parti d'avant-garde de la classe ouvrière**.

Le succès de Mélenchon reflète une forme de combat très usité : la pétition. Les électeurs votent pour le SMIC à 1 700 euros, la retraite à 60 ans, la VI<sup>ème</sup> République... Mais le réel revient frapper à la porte, que faire pour gagner précisément ces mêmes revendications ? Le dispositif de pouvoir (UMP/PS) est bien rôdé et rien ne viendra le perturber. Un « accident » est certes toujours possible (cf Le Pen en 2002) ; mais dans ces cas-là, c'est un des pôles du bipolarisme qui est « plébiscité » !

Mélenchon ne pourra pas gagner les élections, et son programme risque d'être une coquille vide, puisque sa formation est avant tout parlementariste. Il ne sera donc pas en mesure d'appliquer ses engagements ! Or ceux qui soutiennent le Front de Gauche, en opposant leurs vues à celles de l'URCF, nous disent : « *Nous voulons des solutions immédiates, pas des trucs utopiques qui prendront des années* ». Le réalisme n'est pas du côté annoncé. Une fois la campagne achevée, les travailleurs seront confrontés, quel que soit le vainqueur, UMP ou PS, à une nouvelle vague de mesures d'austérité ; à cet égard, la campagne sert d'anesthésiant, tant pour les partis du Capital, qui se gardent bien d'évoquer la crise et sa gestion après les Présidentielles, que pour le Front de Gauche qui évoque très peu la mobilisation nécessaire après les Présidentielles.

La tâche principale des travailleurs sera alors de combattre pied à pied pour que les victimes de la crise ne soient pas à nouveau les payeurs !

Le succès incontestable de Mélenchon, attesté par la forte participation aux meetings, est aussi le produit des **orientations et manipulations des instituts de sondage** qui, en évoquant le « troisième homme » Mélenchon renforcent le vote en sa faveur, notamment celui des hésitants ! Sarkozy et les monopoles qu'il sert vont utiliser ces sondages (s'ils ne les dictent pas) pour affaiblir Hollande et espérer créer une dynamique au soir du premier tour, pour le candidat de l'aristocratie financière. Succès de Mélenchon qui ne peut déboucher sur la victoire en raison des limitations des droits démocratiques sous la V<sup>ème</sup> République. Sinon d'ailleurs, pourquoi le Front de Gauche se prononce-t-il pour une VI<sup>ème</sup> République ? Ses électeurs risquent alors de mesurer l'impasse, car la théorie du PS « parti de gauche » que l'on pourrait « infléchir à gauche » par un bon score montrera tout son vide. Le PS est un parti du Capital qui n'a de compte à rendre qu'aux monopoles dont il est le gérant loyal. Toute l'expérience historique le montre, mais il faut pourtant le rappeler à chaque élection ! Des contradictions entre composantes du Front de Gauche peuvent apparaître, puisque Mélenchon a pris l'engagement personnel de ne pas entrer au gouvernement issu de la victoire du PS à la Présidentielle et aux législatives, alors que Pierre Laurent a affirmé que le PCF était prêt à prendre ses responsabilités. On le voit, des solutions immédiates pour résoudre les questions urgentes ne viendront pas des élections, mais des luttes et d'elles seules ! C'est là précisément le piège de ce que Lénine baptisait le « crétinisme parlementaire », en rupture avec une participation électorale conçue comme une tribune pour critiquer le pouvoir et les dirigeants à son service, exposer le programme révolutionnaire de luttes, montrer que le socialisme est la seule stratégie pour libérer la majorité exploitée et opprimée.

**L'URCF appelle à boycotter l'élection présidentielle** parce que cette élection incarne pleinement le monarcho-présidentialisme, liquide les enjeux fondamentaux à coups de petites phrases, de coups médiatiques, du seul éclairage sur les personnes candidates et constitue une caricature d'un véritable choix démocratique ! Organisation léniniste, nous sommes favorables à l'utilisation du terrain parlementaire sans céder à l'électorisme. C'est pourquoi aux législatives, nous envisageons de présenter des candidats URCF.

À cet égard, une polémique oppose le Rassemblement des Cercles Communistes (RCC) au PRCF sur la candidature de cette organisation aux législatives à Hénin-Beaumont, où se présente également Marine Le Pen. Le RCC appelle à ne pas faire diversion et concurrence au Front de Gauche, sinon on prend le risque de favoriser le Front National. Selon nous, c'est le PRCF qui a raison (sans préjuger du contenu de sa campagne). Nous avons là, une preuve de la subordination de groupes se réclamant du marxisme-léninisme qui rejettent les nécessaires campagnes indépendantes des communistes et se subordonnent tout de suite au social-réformisme. Les communistes de l'URCF, du PRCF, etc. seraient-ils moins aptes que les réformistes à combattre la réaction fasciste ? Non, bien sûr, les communistes ont été les meilleurs combattants contre le fascisme dans le Front Populaire et la Résistance antinazie !

L'engouement pour les phénomènes passagers, surtout s'ils sont électoraux, et les modes ne peuvent que conduire à l'impasse, historiquement, les communistes qui subordonnent leur action à l'hégémonie réformiste, entraînant aussi les travailleurs qui leur font confiance. D'autant que l'on ne peut ignorer que les « faits sont têtus ».

La direction du Front de Gauche (Parti de Gauche/PCF) est composée de « ministérialistes » qui ont participé au gouvernement le plus régressif de la « gauche » au nom de la « gauche plurielle ». J-L. Mélenchon et M-G. Buffet furent ministres de Jospin. Précisons : Tout militant, tout dirigeant peut se tromper, même si dans ce cas précis, les erreurs et fautes ont débouché sur la trahison des intérêts sociaux des ouvriers et des travailleurs. Mais à ce jour, nous n'avons entendu **aucun bilan critique de ces anciens ministres**. Rien de tout cela. « *Reprendre le pouvoir* », slogan de Mélenchon qui s'inscrit dans la continuité de la politique de 1997-2002, doit résonner curieusement pour des groupes se réclamant du marxisme et qui, à juste titre, critiquaient les années Jospin, avant de se rallier à l'amnésie générale.

**Notre critique du programme du Front de Gauche vise à combattre l'hégémonie relancée et accentuée du réformisme sur le mouvement ouvrier et populaire.**

## De l'indépendance des communistes à l'égard des partis réformistes

Notre campagne de boycott ciblant les usines, entreprises, quartiers populaires, veut diffuser l'identité communiste authentique et non soluble dans la social-démocratie, fût-elle plus à gauche que le PS. Dans cette campagne et bien au-delà, est posée la question de l'identité, de l'utilité et de l'avenir du courant communiste. Le parti bolchevik léniniste s'est forgé et développé en luttant contre le culte de la spontanéité qui revendique de « coller aux masses » et aussi à leurs préjugés, puisque dans tout État capitaliste, l'idéologie dominante est celle de la classe dominante. La forme de cette idéologie dominante dans le mouvement ouvrier est celle du réformisme.

Dès le « *Manifeste du Parti Communiste* », Marx et Engels ont souligné la nécessité de l'indépendance du communisme. Lénine donnait aussi ce même conseil aux communistes occidentaux. Bien sûr, qu'un Parti communiste peut conduire des alliances ponctuelles, tactiques avec des partis réformistes, toujours à la base et parfois au sommet. Mais avec le Front de Gauche, il ne s'agit pas de cela, mais du ralliement et de la dilution d'organisations se réclamant du communisme dans la social-démocratie même rénovée.

Quelles sont les **ruptures du Front de Gauche avec la pratique révolutionnaire** léguée par les classiques du marxisme ?

**a/** Pour le Front de Gauche, les élections et le terrain parlementaire sont premiers ; on nous oppose l'immédiateté, mais ce n'est pas être un grand clerc que de dire Mélenchon ne sera pas Président. Les questions urgentes : emplois, salaires, logements, délocalisations, retraites, ne pourront l'être que par le déploiement des luttes. Nous, l'URCF, le répétons à longueur de tracts et d'articles.

**b/** La campagne du Front de Gauche, tout en critiquant même durement la mollesse, la « course au pédalo » de Hollande, recourt à la phrase de gauche pour mieux se rallier demain au PS (un des deux piliers du pouvoir capitaliste), comme « Parti de gauche » dont on pourrait infléchir les choix par la pression électorale.

Prenons **un exemple montrant les conséquences de cet opportunisme**, alors que le PCF au moment de la signature du Programme PCF/PS (1972), avait une large avance électorale sur le PS : sa subordination au réformisme (abandon du concept de dictature du prolétariat, de la révolution, des lois générales du socialisme), sa perte d'indépendance politique au nom de l'Union de la Gauche, l'a conduit à s'affaiblir politiquement et sur le plan électoral, alors que les « abandons » visaient à rassurer les couches moyennes ! Le PS est devenu dominant et hégémonique dans ces années-là.

**c/** Le Front de Gauche a pour finalité la thèse selon laquelle, le capitalisme pourrait être aménagé socialement, un « autre capitalisme » serait possible, plaçant « *l'Humain d'abord* ». Ces thèses, qui sont loin d'être nouvelles car communes à toutes les formes d'opportunisme de droite, visent à l'impossible conciliation entre le Capital et le travail.

Que viennent faire des camarades instruits en marxisme dans une telle arche de Noé ? Qu'ils le veulent ou non, la soumission au réformisme conduit à effacer les principes révolutionnaires et à renforcer la mainmise de l'opportunisme en lui donnant même une caution de gauche. Dans le sillage du PCF des années 80, est souvent avancé l'argument « *L'argent existe* ». Le PCF avait raison de prendre appui sur cet argument alors que le Capital, la réaction et le PS affirmaient que la crise frappait tout le monde. Mais depuis les révélations sur les parachutes dorés, les dividendes, les salaires des grands patrons et les profits du CAC 40 ont souligné aux yeux des larges masses que la bourgeoisie monopoliste s'enrichissait de l'austérité pour les seuls travailleurs. Le programme du Front de Gauche ignore les lois du capitalisme et l'acuité du combat de classe et laisse entendre que l'on pouvait transférer une partie des profits pour le travail et satisfaire ainsi les besoins par le « *partage des richesses* » au moyen de réformes dans le cadre des institutions actuelles. Jamais le Capital n'accédera à la raison, encore moins à l'humain et n'acceptera sans vive résistance toute atteinte à ses profits : fuite des capitaux, délocalisations, sabotage de la production. Pour imposer des reculs au Capital, il faudra une résistance massive, des grèves générales, comme le montrent avec héroïsme les ouvriers et les travailleurs de Grèce. C'est pourquoi **les marxistes-léninistes de l'URCF réaffirment le primat des luttes extra-parlementaires**. Toutes les grandes conquêtes sociales et démocratiques l'ont été par les grèves (1936, 1968) ou comme

conséquences de la Résistance armée antifasciste. Les luttes qui ne pourront être économisées seront incontournables pour se défendre d'abord face aux contre-réformes de demain de l'UMP ou du PS, puis pour faire payer la crise et la dette de l'État capitaliste par son fauteur : le capital financier. Les luttes de l'usine à la région, de la région au pays tout entier ouvriront tous les fronts sociaux, puis devront se fédérer à l'initiative des comités de grèves contre les états-majors voués à la résignation et à l'accompagnement.

On nous objecte parfois : on ne peut plus attendre. C'est vrai qu'il y a des besoins urgents en regard du déclin et du désastre économique dont la bourgeoisie monopoliste et ses agents UMP/PS sont les seuls responsables. Il faut, avec le mouvement ouvrier et populaire, élaborer des axes transitoires, préparatoires à la nécessité comprise du pouvoir ouvrier, du socialisme.

### **Prenons la question de la Constituante.**

Dès son origine (2004), l'URCF a avancé cette revendication, qui a fait son chemin et fait maintenant partie du programme du Front de Gauche. Nous avons là à la fois convergence, mais méthodes et buts différents. Des groupes ultragauches, peu prompts à proposer des axes transitoires à la Révolution, critiquent l'URCF pour son « refus de la révolution » (sic !). Le monarcho-présidentialisme a affaibli les possibilités découlant des tâches parlementaires, électorales. Il est incontestable que les institutions de la V<sup>ème</sup> République ont créé sans cesse les bases objectives pour la subordination des révolutionnaires et du communisme au réformisme. Le poids électoral de la classe ouvrière s'est ainsi érodé : absence de véritable parti ouvrier communiste, absence d'élus de la classe ouvrière au Parlement, absence des listes électorales des familles les plus précarisées avec parfois la perte de logements (on donne le chiffre de 6 millions de personnes), ouvriers immigrés privés de citoyenneté, alors que certains travaillent depuis de longues années en France, vote utile pour le « moindre mal » en raison du bipolarisme.

Il est nécessaire de combattre pour gagner de nouveaux droits démocratiques, pour favoriser le développement des luttes de classes et ainsi créer de meilleures conditions pour nous rapprocher de l'alternative socialiste.

C'est pourquoi l'URCF appelle à combattre pour l'abrogation de la V<sup>ème</sup> République, pour imposer, par le combat politique, une Constituante qui ne soit pas octroyée par un Président qui convoquerait les deux chambres. En effet, la lutte pour la Constituante doit se forger à la base, en partant des entreprises et quartiers populaires, en créant des comités de démocratie directe pour avancer et conquérir de nouveaux droits démocratiques. Plus ces revendications seront portées par des manifestations et rassemblements, plus les reculs seront imposés au pouvoir du Capital.

#### **Quelles seront les grandes lignes que nous avançons dans cette bataille :**

- La proportionnelle à toutes les élections, la suppression de l'élection présidentielle qui a appauvri à l'extrême le débat démocratique centré autour d'hommes ou de femmes « providentiel(le)s ».
- L'égalité des partis devant les droits et les lois électorales, avec le libre et égal accès aux médias.
- Le droit à la révocation des élus qui trahissent leurs engagements.
- La déprofessionnalisation de la vie politique et le combat contre la bureaucratie en permettant, grâce au statut de l'élu, de continuer à exercer son emploi et son mandat.
- Le transfert du pouvoir à l'Assemblée nationale.

Les formes de démocratie directe : la Constituante doit être discutée partout dans le pays, avec des milliers de propositions qui permettront l'irruption des masses populaires sur la scène politique, non en « soutiens », mais en constructeurs, comme le firent nos aînés de la Commune de Paris ou des Soviets en Russie ! Formes de pouvoir trouvées avant la révolution.

L'URCF partage l'opinion de son parti frère, le Parti Communiste des Ouvriers de Russie (PCOR) sur la portée de ces organes de démocratie directe forgée dans l'action, avec le rappel de la nécessité de « *la réalisation actuelle d'un travail politique pratique visant à organiser le mouvement ouvrier, ceci dans le but de donner naissance à des organismes de luttes à l'intérieur même du système capitaliste, qui se*

*mueront en autant de d'organismes de la dictature du prolétariat après la révolution socialiste. » (Discours de Viktor Tioulkine à la Conférence d'Athènes. Décembre 2011).*

La lutte pour la Constituante poursuit l'objectif de déployer le démocratisme le plus absolu ; en effet, c'est le Capital qui craint par-dessus tout que la classe ouvrière et l'ensemble du monde du travail s'emparent de nouvelles libertés démocratiques, inversant la tendance à la réaction subie depuis plus de 50 ans. Le prolétariat montrera qu'il est porteur d'une démocratie nouvelle pour la majorité laborieuse, qu'il assurera la victoire dans cette lutte par sa direction et sa fermeté de classe pour des nouveaux droits pour tous les exploités et opprimés. Dans cette lutte à caractère démocratique, mais non déconnectée pour les Révolutionnaires-Communistes de la lutte pour la Révolution socialiste, la classe ouvrière prendra la tête du front uni du travail, assurant ainsi l'hégémonie du prolétariat sur le mouvement démocratique (reconnaissance de sa direction de classe), embryon du futur pouvoir ouvrier. Nous luttons pour que la République soit la plus démocratique possible, afin de favoriser le combat ouvrier et populaire, pour ses aspirations immédiates, à moyen terme, mais aussi pour ses aspirations futures qui assureront une plus grande autorité au prolétariat, en montrant - pratique à l'appui -, que la classe des exploités est l'antagonique de la classe capitaliste, celle qui lui succèdera, après avoir brisé l'État bourgeois, à la tête du pays.

Existe-t-il le danger de créer des illusions sur le système politique du capitalisme, comme l'affirment certains ? Toute politique est dangereuse et pour ne pas se tromper, il ne faut rien faire, tel est le credo du doctrinarisme. Dans la lutte pour la Constituante, nous appellerons à gagner toujours plus de libertés ; nous présenterons notre propre objectif stratégique, la République socialiste du travail, afin de montrer que la République démocratique n'est pas un stade obligatoire, une étape préalable (du style d'abord la République puis ensuite la Révolution), mais l'expression continue du processus révolutionnaire, qui conduit de la défense de la démocratie au combat pour le renversement du capitalisme, négateur de la démocratie ; au combat pour le socialisme qui assurera ce droit fondamental : le droit de ne plus être exploité. La Constituante sera un combat où chaque force politique, parti, association s'affrontera autour du terrain démocratique. Les révolutionnaires-communistes devront faire un tableau impitoyable de la démocratie tronquée, mutilée qui est celle du capitalisme. Les masses verront qui est qui, sur la base de leur propre expérience politique.

L'URCF considère que le combat pour la Constituante doit se développer, s'amplifier après les élections. Le Front de Gauche a eu le mérite de poser à une grande échelle l'aspiration à davantage de démocratie. Toutefois, sa pensée reflète davantage les aspirations des individus appartenant aux couches moyennes, par la conquête principale de droits individuels. La forme, c'est-à-dire l'exercice collectif des nouveaux droits, est importante également. Ensuite, nous ne sommes pas mus par la nostalgie, le rêve d'or d'une République mythifiée qu'il faudrait simplement « continuer » en faisant appel aux mânes du passé. La question centrale de l'accomplissement de la démocratie est celle de la démocratie directe, agissante de la commune à la nation. Dans le programme du Front de Gauche, il est précisé, que les élus de la Constituante ne siégeront plus une fois leur travail terminé. N'est-ce pas préparer ainsi le retour des vieux politiciens, une fois la « parenthèse » de la Constituante achevée ?

La classe ouvrière agira pour que ce soient les masses qui décident du déroulement du combat de classe sur le terrain politique, jusqu'à la conquête du pouvoir ouvrier et populaire.

### **Prenons la question cardinale de la propriété des moyens de production.**

Les années 80 ont été redoutables, car la praxis opportuniste-révisionniste était confrontée à la participation à un gouvernement bourgeois sous couvert d'Union de la Gauche. Les théoriciens du PCF (Boccarda, Herzog) et de la CGT (Le Duigou) ont alors livré une bataille contre le marxisme en présentant comme secondaire la bataille pour s'appropriier la propriété capitaliste au profit des « nouveaux critères de gestion », de la « logique des besoins contre la rentabilité financière ». Théorie qui reconnaît la possibilité d'assurer les besoins sociaux et fondamentaux dans le cadre des rapports de production d'exploitation et du mode de production capitalistes. Effet de mode aussi, puisque dans ces années-là, face à la stagnation des États socialistes, conséquence de l'opportunisme des Partis communistes au pouvoir, l'économie de marché était déjà présentée comme « incontournable » et

comme la panacée universelle. Le programme du Front de Gauche, nous l'avons vu, reprend ces postulats sur l'économie mixte. Or le secteur public relève du capitalisme d'État à côté des monopoles privés. La domination opportuniste dans le mouvement communiste a obscurci cette question, présentant les entreprises nationalisées comme rompant avec la logique capitaliste.

On sait que les nationalisations d'après-guerre ont eu un contenu plus ou moins démocratique selon les pays. Le capitalisme gardait son pouvoir d'État dans un contexte de forte progression communiste. Les nationalisations présentaient un aspect contradictoire : permettre au Capital d'économiser sur les investissements dans des secteurs alors non rentables, conquête de nouveaux droits pour les travailleurs, garantie de carrière et satisfaction, à des prix intéressants, de certains besoins vitaux et urgents pour les travailleurs. Mais, même à l'époque, les nationalisations avaient un caractère bourgeois. *« En dépit des affirmations des économistes bourgeois qui présentent l'étatisation sous la domination politique de la bourgeoisie comme "un pas vers le socialisme", celle-ci n'a rien de commun avec le socialisme. La propriété d'État, dans les pays bourgeois, est une variété de propriété capitaliste, où le propriétaire n'est pas un capitaliste particulier, mais l'État bourgeois, qui est subordonné à une poignée de grands monopoles. »* (Manuel d'économie politique. Académie des sciences de l'URSS - 1955) Curieusement, les éléments révisionnistes (après avoir cru aux « îlots de socialisme ») et les gauchistes se trouvent d'accord pour abandonner la lutte pour les nationalisations.

Dans la période actuelle, les délocalisations, fermetures de site et d'entreprises, frappent massivement les travailleurs ; qu'avancent les forces démocratiques pour contrer les licenciements ? Les tendances les plus acquises à l'aménagement s'inscrivent dans la soumission aux lois du capitalisme et prônent la recherche d'un repreneur (qui ne manquera pas de venir avec un « plan social » de licenciement) ou de « bonnes indemnités de licenciement ». Les résultats sont connus : casse des emplois et casse industrielle. D'autres (trotskistes, Front de Gauche) proposent « *L'interdiction des licenciements* » avec des nuances : moratoire (PCF) et seulement dans le cadre des licenciements boursiers.

L'URCF est sceptique, puisque les licenciements sont organiquement liés au fonctionnement des lois générales du capitalisme (concurrence de la main d'œuvre, recherche du profit maximal) ; toutefois, nous soutenons cette revendication quand elle est appuyée par les travailleurs en grève. Quand un mot d'ordre devient populaire, Lénine considérait que les travailleurs devaient faire leur propre expérience, à charge pour les communistes d'en dénoncer le caractère illusoire et de se battre aux côtés de leurs camarades. Autre insuffisance de ce mot d'ordre : il n'est pas relié à la dénonciation du système capitaliste, mais uniquement à la dénonciation du « cancer boursier ». Cela maintient et même peut développer les illusions sur un autre capitalisme « humain ».

Nous avançons le mot d'ordre, à ce stade largement de propagande, de **nationalisation sans indemnités des monopoles casseurs d'emplois ayant reçu de l'argent public**, en le liant à la dénonciation de l'État capitaliste et à la nécessité de son renversement.

Dans la période d'affrontements de classe aigue en 1917, les bolcheviks ont lancé le mot d'ordre de nationalisation pour créer les conditions de l'assaut contre le capitalisme. « Propagande », aujourd'hui encore, car nul ne croira que l'UMP ou le PS céderont facilement à un tel mot d'ordre. Pourquoi ? Parce que l'exigence de nationalisation sans indemnités pose (et nous y contribuerons) la question de la propriété privée des moyens de production, de l'extorsion de plus-value, de l'exploitation. En exigeant la nationalisation de PSA ou d'Arcelor-Mittal, par exemple, nous critiquons la gestion du conseil d'administration, sa course aux profits, son mépris des hommes et femmes salariés, et nous faisons le lien avec la propriété capitaliste et l'État capitaliste. D'autant plus qu'actuellement, la réalisation du profit maximum passe par les privatisations des entreprises publiques.

Pas plus que la République démocratique, les nationalisations en système capitaliste ne sont une fin en soi. Elles constituent une phase du processus révolutionnaire continu jusqu'à la victoire de la Révolution socialiste. En cas de nationalisations dans le cadre du capitalisme, les opportunistes s'arrêteront à mi-chemin et présenteront le secteur nationalisé comme garantie de « l'économie mixte », voire du « socialisme ». Une grande bataille de classe, à caractère économique, devra se dérouler, afin que les nationalisations forcément incomplètes, limitées par le droit capitaliste, obligent la classe ouvrière à aller plus loin en posant la question du pouvoir d'État, dernier obstacle avant la révolution socialiste

prolétarienne, la socialisation des moyens de production et d'échange, l'expropriation du capital monopoliste.

Voilà ce que nous entendons par le mot d'ordre de nationalisations, prélude à l'offensive générale contre le mode de production capitaliste. Ce sont là (Constituante, nationalisations - y compris du sol pour poser la question du logement social) des axes tactiques de luttes, pour poser - et un jour futur pour résoudre - la question stratégique du passage révolutionnaire au socialisme.

## **Pas de stratégie anticapitaliste sans bataille contre l'opportunisme**

**La grande ligne de démarcation**, avant, pendant et après la Présidentielle, n'est pas entre fausse gauche et vraie gauche, ni entre sociaux-libéraux et antilibéraux, ni entre les tenants du capitalisme (Sarkozy, Hollande, Bayrou, Le Pen) et « altercapitalistes » (Front de gauche), mais **entre les forces du capital et les partisans du socialisme, seule véritable alternative au système d'exploitation du salariat.**

L'opportunisme contemporain nous rétorque : « *Les masses ne sont pas prêtes* », « *On ne peut plus attendre* », « *Les travailleurs ne se posent pas la question du socialisme* ». Quel truisme ! Comment pourrait-il en être autrement, alors que l'idéologie dominante, qui est celle de la classe dominante, est répandue dans tous les médias capitalistes ? Seule l'action des communistes peut éduquer les travailleurs et prioritairement la classe ouvrière dans la compréhension de la nécessité du socialisme. Si tous les communistes s'étaient ralliés au Front de gauche, cette nécessité n'aurait aucune réalité et nous serions voués à répéter des phrases vides comme : « *Avec Mélenchon contre les profits !* », « *L'humain d'abord !* », « *Certes c'est encore un programme antilibéral, mais on se rapproche de l'anticapitalisme* ».

Quand ce travail communiste militant est effectué, comme le montre l'actuelle campagne de l'URCF, la stratégie de lutte pour le socialisme rencontre les aspirations de nombre de travailleurs, ce qui montre à ceux qui sont tentés de se couler dans la mouvance réformiste par peur du contre-courant, que le communisme affaibli par des décennies d'opportunisme n'est pas marginal dans le prolétariat.

Nous avons proposé à l'ensemble des forces du Mouvement Communiste de France d'unir nos forces dans un bloc rouge des communistes sur une plateforme anticapitaliste posant le but final : le socialisme. Nous n'avons pas été entendus, ce qui aurait accéléré le processus de construction d'une stratégie antagonique avec celle du Capital. Mais nous avons prévenu que nous ne renoncerions pas à la seule véritable ligne communiste : celle de la construction d'un puissant courant anticapitaliste ralliant progressivement les travailleurs acquis majoritairement encore au seul antilibéralisme.

Cette ligne pose la **nécessité historique**, bien oubliée par le ralliement de certains groupes au Front de gauche, **de refonder un authentique Parti Communiste révolutionnaire, de type léniniste**. La stratégie anticapitaliste pour le socialisme nécessite au préalable une bataille anti-opportuniste pour surmonter et vaincre toutes les survivances du révisionnisme dans les rangs des communistes.

Pendant longtemps, faute de situation révolutionnaire, les PC se sont fixés des objectifs de lutte intermédiaire (paix, démocratie, progrès social, indépendance nationale), devenus objectifs en soi, avec la déferlante du XXème congrès du PCUS, renforcée par l'eurocommunisme. Démarche qui, au fur et à mesure, est devenue antidialectique, puisque l'objectif final était de moins en moins évoqué et apparaissait même comme très lointain. D'où les déviations de gauche verbales sur le « grand soir », d'autant plus utopiques, qu'aucune stratégie révolutionnaire pour le socialisme n'était élaborée, et encore moins pratiquée. D'où les déviations de droite, puisque pour réaliser ces tâches immédiates, les PC recherchaient l'alliance avec les directions sociales-démocrates qui, elles, ne cessaient de gérer dans l'intérêt du capital financier.

Tirant les leçons du passé et des conséquences de la domination de l'opportunisme, pour renouer avec l'identité révolutionnaire des communistes, il faut tisser le fil dialectique entre les revendications urgentes, sociales, économiques et politiques et le combat pour renverser le capitalisme, pour diffuser la conscience de la nécessité du socialisme, à un moment où le capitalisme est confronté à sa sénilité historique. Ce fil dialectique entre les tâches quotidiennes et les tâches stratégiques de révolution socialiste (sans « étape intermédiaire »), sera constitué d'un processus révolutionnaire de luttes ininterrompues qui conduiront précisément à une situation révolutionnaire, après des années et

décennies de dénonciation du système anticapitaliste, quand ceux du « haut » ne pourront plus gouverner et seront rejetés par la majorité active et en lutte, et quand ceux du « bas » lieront leur avenir et la satisfaction de leurs aspirations au renversement du système d'exploitation capitaliste, par la révolution qui amènera la classe ouvrière et ses alliés au pouvoir. Le prolétariat chassera la bourgeoisie monopoliste du pouvoir dont la responsabilité dans le déclin du pays et l'appauvrissement des travailleurs est totale. Une nouvelle ère émancipatrice s'ouvrira.

La tâche historique ne sera pas d'aménager un mode de production finissant, ou de « *partager les richesses* », mais d'exproprier le Capital, de conquérir la socialisation des monopoles, de la terre et des banques, de conquérir la démocratie du travail, socialiste, qui assurera la mission historique de la dictature du prolétariat pour libérer l'humanité laborieuse.

Commencera alors l'édification du socialisme, qui liquidera le chômage comme en URSS, l'exploitation et les oppressions de toute nature, et planifiera démocratiquement l'économie (et pas seulement l'écologie), édification qui sera partie intégrante du combat pour la révolution socialiste mondiale.

***Union des Révolutionnaires-Communistes de France (URCF - Construction du Parti) - Avril 2012***